

Präsident (Lustenberger Ruedi, Präsident): Es wurde ein Rückkommensantrag gestellt: Die SVP-Fraktion beantragt, die Abstimmung zu Artikel 9 Absatz 2 zu wiederholen.

Brand Heinz (V, GR): Ich stelle hiermit einen Rückkommensantrag. Zur Begründung kann ich einfach darauf hinweisen, dass die Fragestellung bei der Abstimmung in unserer Fraktion nicht von allen richtig verstanden worden ist. (*Unruhe*)

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 11.022/9641)

Für den Ordnungsantrag der SVP-Fraktion ... 130 Stimmen

Dagegen ... 19 Stimmen

(30 Enthaltungen)

Art. 9 Abs. 2 – Art. 9 al. 2

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 11.022/9642)

Für den Antrag der Minderheit II ... 117 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 61 Stimmen

(3 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 11.022/9643)

Für den Antrag der Minderheit II ... 97 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 77 Stimmen

(7 Enthaltungen)

12.462

Parlamentarische Initiative RK-SR.

Anzahl Richterstellen am Bundesstraßengericht

Initiative parlementaire CAJ-CE.

Nombre de postes de juges au Tribunal pénal fédéral

Zweitrat – Deuxième Conseil

Bericht RK-SR 11.02.13 (BBI 2013 2951)

Rapport CAJ-CE 11.02.13 (FF 2013 2619)

Stellungnahme des Bundesrates 10.04.13 (FF 2013 2965)

Avis du Conseil fédéral 10.04.13 (FF 2013 2633)

Ständerat/Conseil des Etats 18.06.13 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 26.11.13 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 13.12.13 (Schlussabstimmung – Vote final)

Nationalrat/Conseil national 13.12.13 (Schlussabstimmung – Vote final)

Markwalder Christa (RL, BE), für die Kommission: Wir beraten heute zwei Ausführungsverordnungen zum Strafbehördenorganisationsgesetz, die durch eine parlamentarische Initiative der Kommission für Rechtsfragen des Ständerates initiiert wurden. Einerseits geht es um die Anzahl der Richterinnen und Richter und der nebenamtlichen Richterinnen und Richter am Bundesstraßengericht, andererseits um deren Entschädigungen. Beiden Kommissionen für Rechtsfragen unseres Parlamentes ist es ein Anliegen, dass für alle Gerichte auf eidgenössischer Ebene dieselben Bestimmungen gelten.

Nach Artikel 41 des Strafbehördenorganisationsgesetzes umfasst das Bundesstraßengericht 15 bis 35 ordentliche Richter und Richterinnen und wird ergänzt durch nebenamtliche Richter und Richterinnen, deren Zahl höchstens die Hälfte der Zahl der ordentlichen Richter und Richterinnen beträgt. Die Bundesversammlung bestimmt die Anzahl der Richter und Richterinnen in einer Verordnung.

Weil das gesetzliche Minimum an Richterstellen am Bundesstraßengericht bis heute noch nicht überschritten wurde, hat die

Bundesversammlung bis anhin auf den Erlass einer Verordnung verzichtet. Dies soll nun nachgeholt werden. Die Zahl der ordentlichen Richterstellen wird dabei auf dem heutigen Stand belassen, und für die nebenamtlichen Richter und Richterinnen wird eine Zahl von höchstens drei festgelegt.

Seit 2009 hat das Richtergremium am Strafgericht in Bellinzona eine konstante Anzahl von 18 Personen, die insgesamt 15,5 Stellen innehaben. Die zusätzlichen maximal drei nebenamtlichen Richterinnen und Richter sollen insbesondere die Engpässe in der italienischen Sprache zu beseitigen helfen. Gleichzeitig wird in einer zweiten Verordnung die Entschädigung der nebenamtlichen Richter und Richterinnen geregelt. Es sollen für sie die gleichen Bestimmungen gelten wie für die nebenamtlichen Richter und Richterinnen des Bundesgerichtes und des Bundespatentgerichtes. Somit wird eine einheitliche Lösung für sämtliche Gerichte auf Bundesstufe getroffen.

Der Ständerat hat am 18. Juni 2013 beide Verordnungen einstimmig angenommen. Unsere Kommission folgte diesem Entscheid am 24. Oktober 2013 ebenfalls mit einem einstimmigen Entscheid.

Ich bitte Sie, Ihrer Kommission zu folgen und beide Verordnungen gutzuheissen.

Sommaruga Carlo (S, GE), pour la commission: Le 23 avril 2012, le Tribunal fédéral a transmis aux Commissions des affaires juridiques une requête du Tribunal pénal fédéral demandant que le Parlement élabore une ordonnance de l'Assemblée fédérale permettant que des juges suppléants soient élus au Tribunal pénal fédéral. Le 23 août 2012, la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats, après audition du Tribunal fédéral et du Tribunal pénal fédéral, a décidé à l'unanimité de déposer une initiative parlementaire visant à élaborer une ordonnance de l'Assemblée fédérale fixant le nombre de juges ordinaires et de juges suppléants du Tribunal pénal fédéral. Le 12 octobre de la même année, la Commission des affaires juridiques de votre conseil s'est ralliée à cette décision, également à l'unanimité.

Le 11 février 2013, la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats a approuvé, toujours à l'unanimité, les projets d'ordonnances qui font l'objet de notre débat. Le 18 juin 2013, le Conseil des Etats a approuvé les deux ordonnances et toujours avec le même vote, à savoir l'unanimité. Le 24 octobre 2013, c'est à la Commission des affaires juridiques du Conseil national qu'est revenu le privilège de trancher, de nouveau à l'unanimité, et d'approuver les deux ordonnances qui avaient été remises par le Conseil des Etats. Aujourd'hui je vous propose de les accepter, j'espère également à l'unanimité.

L'une de ces ordonnances concerne les postes de juges au Tribunal pénal fédéral, l'autre les indemnités journalières et de déplacement des juges suppléants du Tribunal pénal fédéral. En vertu de l'article 41 alinéa 1 de la loi fédérale sur l'organisation des autorités pénales de la Confédération, le Tribunal pénal fédéral compte entre 15 et 35 juges ordinaires. Il incombe à l'Assemblée fédérale de déterminer le nombre de juges dans une ordonnance. Toutefois, elle n'avait pas jugé opportun d'adopter une telle ordonnance, dès lors que le Tribunal pénal fédéral n'avait jamais dépassé le nombre minimal de postes de juges prévu par la loi.

En effet, on rappellera que les onze premiers juges du Tribunal pénal fédéral ont été élus le 1er octobre 2003. Depuis l'attribution au Tribunal pénal fédéral de la compétence d'autorité de recours pour l'entraide internationale en matière pénale, entrée en vigueur le 1er janvier 2007, ledit tribunal s'est doté d'une seconde Cour des plaintes et a demandé à la Commission judiciaire de prévoir une augmentation du nombre de juges. Depuis le 10 juin 2009, le Tribunal pénal fédéral dispose d'un effectif de 18 personnes représentant 15,5 postes de juges à temps complet. Le Tribunal pénal fédéral ne dispose d'aucun juge suppléant.

Or, le tribunal est confronté à un problème d'effectif au sein des juges de langue italienne en raison des règles de récusation. Celles-ci prévoient que les juges ayant statué sur une

affaire dans le cadre de la procédure de recours doivent se récuser dans la même affaire au sein de la Cour des affaires pénales. Seuls deux juges du Tribunal pénal fédéral sont de langue italienne et deux autres peuvent exercer en italien à titre accessoire. Cela pose un problème dans les affaires importantes, lorsque la Cour des affaires pénales statue à trois juges de langue italienne, deux d'entre eux ayant déjà statué dans le cadre de la procédure de recours. Le Tribunal pénal fédéral doit pouvoir recourir à des juges suppléants de langue italienne. Il estime qu'un maximum de trois juges suppléants doit suffire pour pouvoir pallier cette difficulté de fonctionnement institutionnel.

Dans son avis du 10 avril 2013, le Conseil fédéral a constaté que la création par voie d'ordonnance de bases légales nécessaires pour l'élection d'au moins trois juges suppléants n'a pas pour objectif d'augmenter la capacité du Tribunal pénal fédéral, mais d'assurer son bon fonctionnement lorsque certains de ses juges doivent se récuser. Il est d'accord avec les deux projets d'ordonnance, même s'il s'était demandé s'il ne fallait pas fixer un nombre déterminé de juges et non un nombre maximal, comme l'a proposé la commission du Conseil des Etats dans son projet. Toutefois, il a renoncé à faire une contre-proposition.

Au vu de ce qui précède, je vous invite, au nom de la commission, à adopter ces deux projets d'ordonnance.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

1. Verordnung der Bundesversammlung über die Richterstellen am Bundesstraengericht

1. Ordonnance de l'Assemblée fédérale sur les postes de juge au Tribunal pénal fédéral

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 12.462/9644)
Für Annahme des Entwurfes ... 169 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(0 Enthaltungen)*

2. Verordnung der Bundesversammlung über die Tagelder und Vergütungen der nebenamtlichen Richter und Richterinnen am Bundesstraengericht

2. Ordonnance de l'Assemblée fédérale relative aux indemnités journalières et aux indemnités de déplacement des juges suppléants du Tribunal pénal fédéral

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 12.462/9645)
Für Annahme des Entwurfes ... 169 Stimmen
Dagegen ... 1 Stimme
(0 Enthaltungen)*

07.500

Parlamentarische Initiative Stähelin Philipp. Aufhebung der Bestimmungen zum Vorauszahlungsvertrag Initiative parlementaire Stähelin Philipp. Abroger les dispositions sur le contrat de vente avec paiements préalables

Zweitrat – Deuxième Conseil

Ständerat/Conseil des Etats 27.09.12 (Frist – Délai)

Bericht RK-SR 03.05.13 (BBl 2013 4631)

Rapport CAJ-CE 03.05.13 (FF 2013 4139)

Stellungnahme des Bundesrates 03.07.13 (BBl 2013 5793)

Avis du Conseil fédéral 03.07.13 (FF 2013 5221)

Ständerat/Conseil des Etats 11.09.13 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 26.11.13 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 13.12.13 (Schlussabstimmung – Vote final)

Nationalrat/Conseil national 13.12.13 (Schlussabstimmung – Vote final)

Kiener Nellen Margret (S, BE), für die Kommission: Diese Vorlage ist ein Beweis dafür, dass das Parlament in der Lage ist, auch einmal Gesetzesbestimmungen ersatzlos aufzuheben. Worum geht es?

Die Kommission für Rechtsfragen des Nationalrates hat der von Ständerat Philipp Stähelin am 21. Dezember 2007 eingereichten parlamentarischen Initiative am 25. Juni 2010 als Zweitkommission mit 17 zu 5 Stimmen zugestimmt. Unsere Schwesterkommission hat daraufhin einen Gesetzesvorentwurf ausgearbeitet, der vom 17. September 2012 bis zum 21. Dezember 2012 in der Vernehmlassung war.

32 von insgesamt 38 Vernehmlassungsteilnehmern begrüßten die vorgeschlagene Aufhebung der Bestimmungen zum Vorauszahlungsvertrag im Obligationenrecht ausdrücklich. 6 Dachverbände und Organisationen beurteilten die Vorlage überwiegend negativ und lehnten sie insgesamt ab. Ich verweise auf den Bericht über das Ergebnis des Vernehmlassungsverfahrens vom März 2013.

Der Bundesrat schloss sich mit Stellungnahme vom 3. Juli 2013 dem Erlassentwurf an und beantragte Zustimmung. Mit Beschluss vom 11. September 2013 stimmte der Ständerat einstimmig dem Gesetzentwurf seiner Kommission für Rechtsfragen zu. Nach Beratung der Vorlage am 25. Oktober 2013 beantragt Ihnen Ihre Kommission für Rechtsfragen einstimmig Annahme des Gesetzentwurfes.

Materiell besteht die beantragte Gesetzesänderung darin, dass erstens die bestehenden Bestimmungen zum Vorauszahlungsvertrag im Obligationenrecht, die Artikel 227a bis 228, ersatzlos gestrichen werden. Zweitens sollen mit Artikel 3 Absatz 1 Buchstabe m sowie Artikel 4 Buchstabe d zwei Bestimmungen im Bundesgesetz vom 19. Dezember 1986 gegen den unlauteren Wettbewerb konsequenterweise angepasst werden, indem die Detailregelungen für Vorauszahlungskäufe gestrichen werden.

Der Vorauszahlungsvertrag wurde in der Zeit nach dem Zweiten Weltkrieg als Reaktion auf die damalige breite Kritik am Abzahlungsgeschäft entwickelt. Das Kaufen auf Vorauszahlung fand damals namentlich in der Möbel-, aber auch in der sogenannten Aussteuerbranche statt, d. h. beim Verkauf von Wäsche, Kleidern, Geschirr und Nähmaschinen bei Aus-